# La Voix des Travailleurs

**Bulletin du groupe communiste trotskiste La Lutte**

9 mars 2017 « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » Karl Marx Stib


# La corruption, c'est le capitalisme La solution, c'est le communisme

L'affaire Publifin et les autres du même acabit ont montré à quel point le monde politique était corrompu, profitant de sa position pour arroser les collègues de parti, les amis et soi-même au passage. Avec pour circonstance aggravante que l'argent généreusement distribué est celui que les simples travailleurs sont tenus de payer pour des services de base comme l'eau et l'énergie. Et comme circonstance super-aggravante que ces mêmes politiciens sont ceux qui prônent l'austérité face à ces mêmes travailleurs, dont ils rognent les salaires et les pensions depuis des années.

Evidemment, les partis politiques se rendent bien compte que cela va porter un sacré coup à ce qui leur restait de légitimité aux yeux de la population. Pris de panique, ils ont tous surenchéri sur la « transparence », sur la fin du cumul des mandats, sur la limitation des rémunérations des députés, etc. Cela est d'autant plus cousu de fil blanc que cela fait des années que les mêmes parlementaires trouvent des prétextes pour ne rien faire dans ce sens.

Mais là, ils sont obligés d'agir. Pas parce que le scandale est trop gros : l'affaire Agusta, ou les magouilles du PS de Charleroi, ou encore le Kazakhgate, ne les ont pas empêchés de continuer leurs rackets et leurs magouilles. Ce qui change un peu, cette fois-ci, c'est qu'ils commencent à craindre la concurrence du PTB sur leur flanc gauche.

En Wallonie, des sondages datant de janvier donnent le PTB à plus de 17%, en troisième position ; juste derrière le PS (21%) et le MR (20%) et largement devant le CdH et Ecolo. A Bruxelles, il est donné à 12%, là aussi en troisième position. Il y a effectivement de quoi donner aux politiciens PS des frayeurs pour le renouvellement de leurs postes lucratifs… Ils préfèrent lâcher les miettes pour garder leurs postes.

Voilà donc la menace qui pousse les politiciens à s'activer, au moins en paroles. D'un côté, les barons socialistes, MR et CdH jurent de laver plus blanc que blanc ; de l'autre, ils accusent de « populisme » tous les partis qui dénoncent leurs escroqueries. Ils essaient ainsi d'associer le PTB et le Vlaamse Belang ou autres épouvantails comme Trump ou Le Pen.

Le terme « populiste » est un mot un peu général qui recouvre aussi bien des Trump à droite que des Mélenchon à gauche. Ce sont des opportunistes qui apparaissent à un moment donné et qui tentent de surfer sur le rejet de la caste politique en se posant comme candidat antisystème. Mais à la différence évidente d'un Trump, le PTB a au moins le mérite de mettre en avant les problèmes réels des travailleurs, ceux de l'emploi, des salaires ou des pensions, et aussi de ne pas opposer travailleurs belges et étrangers. Et pour les partis au pouvoir, tous ceux qui parlent des travailleurs ne peuvent être que des populistes.

Cependant, le PTB n'apporte pas de réelle solution. Il propose en l'occurrence essentiellement de plafonner les rémunérations des politiciens et de cloisonner politique et entreprises. De manière générale, il se présente comme un parti qui défend les travailleurs, certes, mais dans le cadre du système actuel. Il propose des lois pour l'améliorer en faisant comme si l'Etat pouvaient être un arbitre neutre, indépendant de l'économie capitaliste qui nous entoure, et capable de prendre la défense des travailleurs s'ils élisent les bons politiciens.

Pourtant, le PTB s'est longtemps réclamé du communisme et il devrait savoir que Marx et Engels avaient déjà expliqué que l'Etat est un pouvoir qui, placé en apparence au-dessus de la société, sert en réalité à maintenir les conflits sociaux dans une certaine limite pour protéger les capitalistes de la colère que leur gloutonnerie provoque inévitablement.

Dès lors, dénoncer le « système » en visant seulement le système politicien est une tromperie. Oui, nombre de politiciens sont corrompus, mais ce n'est pas là la cause de la dégradation de la condition ouvrière. Les conditions de travail et de vie des classes populaires reculent partout dans le monde du fait du système capitaliste, du système d'exploitation basé sur la concurrence, sur la course effrénée aux profits et à la compétitivité.

C'est contre le système capitaliste lui-même qu'il faudrait se battre. Le monde du travail n'a pas besoin de nouvelles illusions électoralistes. Il ne doit pas dépenser son énergie en vain pour changer les règles du capitalisme mais pour le supprimer complètement, pour mettre en place une société sans profits, sans domination et sans exploitation ; une société gérée par la population et pour elle-même. C'est cela le communisme et rien d'autre.

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

## Grève contre la dictature patronale !

Le premier délégué CSC de Haren bus a confirmé dans la presse la perte de freinage sur une quinzaine de bus de différents modèles depuis 2016. La direction minimise le problème en parlant uniquement de perte d'assistance au freinage. C'est évidemment un déni scandaleux des témoignages de chauffeurs qui parlent bien d'absence momentanée de frein voire de perte totale de freinage. Le délégué a évoqué un arrêt de travail si le problème n'était pas résolu rapidement par la concertation. La concertation, la direction s'assied dessus. Elle a d'abord voulu licencier le délégué sous prétexte de faute grave (« nuire à l'image de la société ») puis lui a signifié par courrier une mise à pied de cinq jours. Il n'est pas question d'accepter la moindre sanction contre le délégué syndical qui a dénoncé les risques que fait encourir la direction aux chauffeurs et aux usagers par son inertie. Il faut se mobiliser pour forcer la direction à retirer la sanction. Sinon, c'est la dictature patronale qui s'étend !

## Arrêt de travail

Le lundi 6 mars à 9 heures, les chauffeurs qui assuraient la navette entre la Gare de l'Ouest et la Porte de Ninove sont rentrés au dépôt pour protester du manque d'information aux usagers, du manque de stationnement et de sanitaire au terminus Ninove. La direction utilise le code 51 (absence injustifiée) pour réprimer tout mouvement de revendication. Dans ce cas-ci, la CGSP est intervenue pour obtenir des codes 60 (absence justifiée) parce qu'elle était à l'origine de l'action, tant mieux. Mais il faut pouvoir se mobiliser sans tenir compte du jeu des codes 51 et 60.

## Irresponsabilité patronale

La direction n'a même pas honte d'avouer que par manque d'effectif la formation des stewards d'évacuation n'a pas été assurée pendant des années alors que c'est une obligation légale. La désorganisation et le manque de responsabilité se mesure aussi par l'absence de brassards pour les nouveaux stewards. C'est d'autant plus scandaleux que le contexte post-attentats exige des moyens de sécurité renforcés.

## La flexibilité à sens unique

Le ministre Peeters a fait passer sans anicroche sa loi sur la flexibilité. Le temps de travail sera annualisé dans tous les secteurs. Les heures supplémentaires ne devront plus être récupérées et ne donneront plus obligatoirement droit à une prime, les horaires pourront être flottants et on pourra même reporter des congés jusqu'à la pension. A ces horreurs, Peeters ajoute sa touche d'hypocrisie : les travailleurs ne seront pas « obligés » d'accepter. Ah, ça oui, ils auront le choix entre « d'accord » ou « dehors ». Mais ce sont ces politiciens qui lèchent les bottes des patrons qu'il faut mettre dehors !

## Restons calmes

« Restons calmes », c'est ce qu'à dit Charles Michel à l'annonce d'un nouveau trou de 2 milliards d'euros dans le budget. Tous les 6 mois, c'est la même chose : les entreprises paient moins d'impôts et la sécurité sociale est sous-financée. Mais le gouvernement reste calme et applique une fois de plus la même recette : couper dans les budgets sociaux, dans les pensions et les salaires, réduire les charges sur les entreprises et promettre que ça ira mieux demain. En réalité, pour eux, cela peut durer indéfiniment, tant qu'ils peuvent faire payer les travailleurs. C'est pour ça qu'il faut envoyer leur budget à la poubelle, se mobiliser et faire payer les patrons.

## Le prix d'un travailleur

Sans illusions, les travailleurs de Caterpillar ont accepté le plan social proposé par l'entreprise. Environ 30 000 euros, plus des primes. C'est le prix pour renvoyer au chômage un travailleur qui a donné le meilleur de lui-même pendant des années. Les patrons pensent déjà à la suite de leurs affaires, tandis que les ouvriers se retrouvent avec de quoi tenir un ou deux ans, puis la perspective du chômage.

Les politiciens, Magnette en tête, avaient hurlé au « patron voyou » et menacé Caterpillar de la foudre céleste. Ils n'ont évidemment rien fait.

Caterpillar est une entreprise rentable qui ne licencie que pour faire encore plus de profits. Seule une mobilisation générale pourrait imposer le minimum décent : l'interdiction totale de tous les licenciements.

## La honte !

Les juges de la Cour de Justice européenne ont donné raison à Théo Francken : il n'est pas obligé par la législation européenne à accorder un visa, même temporaire, à une famille syrienne qui fuit la guerre.

La situation en Syrie est le résultat des années de colonisation au Moyen-Orient, suivies par des années de soutien à des dictatures, puis par le déclenchement unilatéral d'une guerre aussi stupide que meurtrière. Mais l'Europe, qui a tiré les ficelles pendant des dizaines d'années avec les Etats-Unis, ne veut pas entendre parler d'un droit des victimes à demander l'asile sur son sol.

Voilà à quoi en sont réduits les politiciens à la Francken : se réjouir de forcer des peuples choisir entre les bombes et la noyade.

Si tu veux discuter avec des militants du bulletin ou raconter ce qui se passe dans ton secteur, contacte-nous par courrier à BP77 1050 Ixelles-Porte de Namur (sans autre mention), par mail à contact@lalutte.org ou par téléphone au 0486/739 825. Notre site Internet : www.lalutte.org
Éditeur responsable : M.E. Gerard, BP77 1050 Ixelles-Porte de Namur. Ne pas jeter sur la voie publique SVP